

**Allocution du Professeur René CHAMUSSY,s.j.,
Recteur de l'Université Saint-Joseph
à l'occasion du colloque du Centre d'Etudes sur l'Union Européenne
le 30 avril 2004**

Je me réjouis de me retrouver parmi vous dans un cadre qui nous contraint à nous démarquer de nos contraintes universitaires et vous oblige à découvrir que l'essentiel ici c'est le thème qu'il vous faut apprendre à déconstruire, c'est aussi le groupe que vous allez vous contraindre à constituer à travers et grâce à la liberté de vos échanges. Puisse ces heures de fraternité et de dialogue vous aider à aller au fond des choses et à élaborer tant les constructions intellectuelles essentielles à ce projet que les architectures diplomantes – je pense à tel ou tel master européen – qui permettront à d'autres de vous rejoindre.

Cela dit j'en viens au concept en fonction duquel ce colloque a été construit, celui de gouvernance, un concept que je n'aime pas, je l'avoue tout de go. Cet aveu devrait certes me ridiculiser, car comment ne pas aimer un concept ? Mais le fait est là, têtue : ce concept me gêne énormément.

Ce qui me gêne en lui, ce n'est pas simplement ce suffixe qui affuble le mot et qui nous renvoie à « redondance » tout autant qu'à « suffisance » ni même que l'origine du mot soit marquée du sceau de l'économisme pur et dur (Ronald COASE, 1937) ou de celui d'une philosophie politique très autocratique (L.S. Senghor institua en son temps la « gouvernance de la Casamance ») ou de celui enfin d'Institutions qui ne sont pas particulièrement supportables comme la Banque Mondiale. Non ce qui me gêne, ce ne sont pas tous ces éléments, mais c'est bien plutôt tout ce que ce concept en vient finalement à connoter et qui n'est pas fatalement réjouissant.

Car ce que ce concept connote est assez étonnant...Pour ne pas me perdre, je m'appuierai sur des propos d'un commissaire européen, Pascal Lamy, propos cueillis au fil de la Toile. Cet éminent technocrate nous dit d'abord ce qu'est la gouvernance : « un ensemble de tractations par lesquelles des règles collectives sont élaborées, décidées, légitimées, mises en œuvre et contrôlées ». Il nous précise ensuite les champs où s'exerce la gouvernance : la finance, l'environnement, le commerce, la santé, les normes sanitaires et sociales, la lutte contre le crime et la défense des droits de l'homme. Il précise encore les niveaux pertinents où doivent s'appliquer les règles de la gouvernance (niveau régional parfois, niveau mondial à d'autres moments). Il en vient enfin à ce qu'il appelle les modalités de la gouvernance et il se réfère à ce propos à l'exigence de « rendre des comptes », au souci permanent de « transparence » qui doit exister en ce domaine, d'autant souligne-t-il, assez mystérieusement pour nous, qu'il existe maintenant une « technologie de la transparence ».

Tout cela est bel et beau, mais permettez-moi de rejoindre un moment le camp des altermondialistes et de poser une question qui pour moi est quand même essentielle : qui est l'objet, quel est le sujet de cet ensemble ? Ou pour renverser les termes : qui décide de

ces tractations et quel ensemble sociétal va-t-il devoir en pâtir ? Questions sans réponses. Pascal Lamy s'interrogeant sur les sources de légitimation de toute gouvernance invoque la découverte possible de nouvelles voies de représentation, ou des types de co-régulation style OCDE, ou enfin de nouvelles formes d'arbitrages. On comprend dès lors que dans de telles perspectives, les Etats n'aient plus qu'à s'étioler et les Parlements qu'à s'endormir. Quand on parle de bonne gouvernance, on parle d'ailleurs souvent d'Etat minimum. Triste perspective ?

A moins dès lors, que l'on n'arrive à mettre en place une bonne gouvernance qui tienne compte des acteurs en cause. Il est alors sans doute bon de partir, comme vous êtes invités à le faire, des réalités politiques-étatiques existantes et de leur capacité à s'ouvrir aux principes de l'international et du système européen, de même qu'il est parfait de n'oublier ni les situations conflictuelles que nous vivons ici, ni les lourdeurs institutionnelles qui pourraient rendre bien difficile à vivre les partenariats et la mise en place d'un monde multipolaire comme l'a souhaité un jour à Beyrouth même notre ami Christian Philip. Il s'agit en somme de passer d'une démarche déductive à une démarche inductive.

De toutes façons, ce qui compte, c'est que vous parveniez, vous démarquant de ceux qui dérapent dans l'intellectualisme au profit finalement d'une technocratie triomphante, c'est que vous parveniez à mettre en place des pistes de réflexion, des modalités d'action qui permettront de dire comment changer un peu le visage de ces pays euro-méditerranéens. C'est ainsi que vous parviendrez à mettre au point les articulations politiques qui permettront à notre Région d'exister en ces gros temps de mondialisation.

Il est sur Internet un site bien sympathique qui s'appelle afrique-gouvernance.net. Les promoteurs de ce site, membres d'un réseau aux ramifications multiples veulent tout à la fois « créer un espace public de dialogue pour construire et parler une parole africaine », puis « refonder l'Etat pour une nouvelle gouvernance ». Ce réseau, semble-t-il, travaille beaucoup. Je vous souhaite le même dynamisme et la même réussite.

Merci.